

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DE JURBISE

SEANCE PUBLIQUE DU 7 MAI 2013

Présents : MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Delhayé J., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., Secrétaire Communal f.f

Excusée : Vanderkel A., Conseiller

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 26 mars 2013 – partie publique —
approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve le procès-verbal de la séance du 26 mars 2013, partie publique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

2. **Finances – Situation de caisse au 19 avril 2013 – information**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance de la situation de caisse au 19 avril 2013 s'élevant à la somme de 2.092.665,00 euros.

3. **Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul - Compte 2012 –avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 19 voix pour et 1 abstention :

Émet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul.

4. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Eloi de Jurbise - Compte 2012 –avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 18 voix pour et 2 abstentions :

Émet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Eloi de Jurbise.

5. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre - Compte 2012 –avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 18 voix pour et 2 abstentions :

Émet un avis favorable sur le compte 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Pierre de Jurbise.

6. **Finances – Proposition de désaffectation d’un véhicule – approbation**

Monsieur Delhay demande confirmation sur le nombre de véhicules Mega appartenant au Service Voirie. La Présidente lui confirme que deux véhicules de ce type étaient à disposition de ce Service avant le déclassement de l’un d’entre eux suite à un sinistre automobile.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la camionnette AIXAM Mega du Service Propreté, immatriculée YKD830, et portant le n° de châssis VLGN94VBAM2011451, a été accidentée ;

Attendu que ce véhicule a été acheté en 2008, au budget extraordinaire, pour un montant de 12.792,30 € ;

Attendu qu’un devis estimatif des réparations a été réalisé par le fournisseur HAKO ;

Attendu que suite au rapport d’expertise, il y a lieu de déclasser le véhicule vu l’ampleur des dégâts ;

Attendu qu’en séance du 12 juin 2012, le Conseil Communal a décidé, à l’unanimité d’approuver le cahier spécial des charges ayant pour objet « l’acquisition d’un petit véhicule léger pour le service propreté » en remplacement du véhicule accidenté ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE, à l’unanimité :

Article 1^{er} : d’approuver la désaffectation du véhicule AIXAM Mega du Service Propreté, immatriculé YKD830 et portant le n° de châssis VLGN94VBAM2011451, du patrimoine de l’Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération aux autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition

7. **Finances - Délégation à donner au Collège Communal pour les marchés relatifs à la gestion journalière – approbation**

Monsieur Delhaye demande si les achats ici visés concernent bien le budget communal ordinaire. La Présidente lui répond par l'affirmative

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article L 1222-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par lequel le Conseil Communal peut déléguer ses compétences au Collège communal pour les marchés relatifs à la gestion journalière et dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire ;

Attendu que la gestion journalière de la commune impose de permettre au Collège Communal de choisir le mode de passation de ces marchés publics et d'en fixer les conditions ;

Sur proposition du Collège Communal et après en avoir délibéré;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De donner délégation au Collège communal pour choisir le mode de passation des marchés de travaux, fournitures et services, et pour en fixer les conditions uniquement en ce qui concerne les marchés relatifs à la gestion journalière de la Commune et dans la limite des crédits budgétaires approuvés.

Article 2. - De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

8. **Secrétariat – Asbl « Maison du Tourisme de la Région de Mons » : désignation de deux représentants à l'Assemblée générale et d'un Administrateur – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la lettre de l'ASBL « Maison du Tourisme de la Région de Mons », sollicitant la désignation de deux représentants communaux au sein de leur Assemblée Générale;

Vu les statuts de l'ASBL;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'ASBL « Maison du Tourisme de la Région de Mons »;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les deux conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant qu'il convient de désigner un Administrateur ;

Attendu que la liste L.B. présente la candidature de Madame Desmet-Culquin Brigitte en qualité de représentante et de Monsieur Jean-Pierre Hallot en qualité d'Administrateur;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame Nathalie Petit en qualité de représentante;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un Administrateur ;

Considérant que la Collège Communal propose la candidature de Madame Desmet-Culquin Brigitte en qualité de représentante et Monsieur Jean-Pierre Hallot en qualité d'Administrateur ;

Décide, à l'unanimité :

Art.1 : Que les deux représentants de la Commune au sein de l'ASBL « Maison du Tourisme » de Mons, désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Mesdames Brigitte Desmet-Culquin et Nathalie Petit et que l'Administrateur désigné est Monsieur Jean-Pierre Hallot.

Art. 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis à « La Maison du Tourisme » de Mons ainsi qu'aux intéressés.

-
9. **Secrétariat – S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage :** désignation de 5 représentants à l'Assemblée Générale et d'un Administrateur – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'installation du Conseil Communal en date du 03 décembre 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ladite Intercommunale ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Caulier et Dubois et Mesdames Decoster et Robette-Delputte en qualité de représentants;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame Senecaut en qualité de représentante;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un Administrateur ;

Considérant que la Collège Communal propose la candidature de Monsieur Adrien Demoustiez en qualité d'Administrateur ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale et Administrateur de la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Caulier et Dubois et Mesdames Decoster et Robette-Delputte et Madame Senecaut et que l'Administrateur désigné est Monsieur Demoustiez.

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à la société «S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage » ainsi qu'aux intéressés.

10. **Secrétariat – Haute Senne Logement** : désignation de 5 représentants à l'Assemblée Générale – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de la société de logement de service public « Haut Senne Logement » par décision du Conseil Communal du 01 octobre 2002;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Caulier, Dubois, Hallot et Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert en qualité de représentants ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Delhayé en qualité de représentant;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de

la société de logement de service public « Haut Senne Logement » désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Caulier, Dubois, Hallot, Delhay et Madame Mauroy-Moulin-Stalpaert ;

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à la société « Haut Senne Logement » et aux intéressés.

11. **Secrétariat – IDEA : désignation de 5 représentants à l'Assemblée Générale – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale I.D.E.A.;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels et Madame Decoster en qualité de représentants ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Delhay en qualité de représentant;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale et Administrateur de l'Intercommunale I.D.E.A., désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels et Madame Decoster et Monsieur Delhay ;

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale I.D.E.A. ainsi qu'aux intéressés.

12. Secrétariat – HYGEA : désignation des 5 représentants à l'Assemblée Générale – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale H.Y.G.E.A.;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Dubois, Dessilly, Demoustiez et Egels en qualité de représentants;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame Petit, en qualité de représentante;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale H.Y.G.E.A., désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Dubois, Dessilly, Demoustiez et Egels et Madame Petit.

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale H.Y.G.E.A. ainsi qu'aux intéressés.

13. Secrétariat – IGRETEC : désignation des 5 représentants à l'Assemblée Générale – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Dessilly, Demoustiez et Egels et Madame Robette-Delputte comme représentants ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Breuse en qualité de représentant ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont :

Messieurs Dessilly, Demoustiez et Egels et Madame Robette-Delputte ainsi que Monsieur Breuse ;

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C ainsi qu'aux intéressés.

14. **Secrétariat – IPFH : désignation des 5 représentants à l'Assemblée Générale – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale I.P.F.H;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels et Madame Robette-Delputte en qualité de représentants;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Breuse en qualité de représentant ;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale I.P.F.H, désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels et Breuse ainsi que Madame Robette-Delputte

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale I.P.F.H. ainsi qu'aux intéressés.

15. **Secrétariat – IDETA : désignation des 5 représentants à l'Assemblée Générale – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Vu le Décret sur les intercommunales wallonnes du 05 décembre 1996, notamment les articles L 1522-1 et L1523-1 § 2;

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu les circulaires de la Région Wallonne;

Vu le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.), 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

Considérant que la Commune de Jurbise est membre de l'Intercommunale I.D.E.T.A.;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Attendu que la liste L.B. présente les candidatures de Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels et de Madame Decoster en qualité de représentants ;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Monsieur Delhay en qualité de représentant;

DECIDE, en conséquence :

Article 1er. : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de l'Intercommunale I.D.E.T.A., désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Demoustiez, Dessilly, Egels, Delhay ainsi que Madame Decoster.

Article 2. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale I.D.E.T.A. ainsi qu'aux intéressés.

16. **Secrétariat – Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons : Désignation de cinq représentants à l'Assemblée Générale du « Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons » et d'un Administrateur – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande du « Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons », demandant la désignation de cinq représentants communaux au sein de leur Assemblée Générale ainsi que d'un Administrateur ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise est membre du « Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons »;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les deux conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT;

Considérant qu'il convient de désigner un Administrateur ;

Attendu que la liste L.B. présente la candidature de Messieurs Demoustiez et Caulier ainsi que Mesdames Robette-Delputte et Desmet-Culquin en qualité de représentants;

Attendu que la liste P.S. présente la candidature de Madame Senecaut en qualité de représentante;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un Administrateur ;

Considérant que la Collège Communal propose la candidature de Madame Decoster en qualité d'Administrateur ;

Décide, en conséquence :

Art.1 : Que les cinq représentants de la Commune au sein du « Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons », désignés proportionnellement à la composition du Conseil communal sont : Messieurs Demoustiez et Caulier ainsi que Mesdames Robette-Delputte et Desmet-Culquin et Senecaut et que l'Administrateur désigné est Madame Decoster.

Art. 2 : Un extrait de la présente délibération sera transmis au « Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons » ainsi qu'aux intéressés.

17. Juridique – Projet SAR et projet de création d'un parking sur le site à réhabiliter de l'ancienne Briqueterie de Jurbise – proposition de désignation de l'Intercommunale IDEA, via la relation in house, comme auteur de projet pour la création du parking – approbation

Monsieur Delhaye et Madame Senecaut demandent quel sera le timing de réalisation des travaux. La Présidente et le Secrétaire communal faisant fonction leur répondent que la première phase devrait être terminée (sur imposition de la Région Wallonne – introduction des déclarations de créance et facturation y compris) pour le début du dernier trimestre 2014, tandis que la seconde phase (construction du parking) devrait pouvoir être concrétisée au cours de l'année 2015. En réponse à une question de Monsieur Delhaye, la Présidente précise également que la capacité du parking devrait s'orienter autour des 150-200 places.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 avril 2012 fixant la deuxième liste de sites à réaménager, dans le cadre de l'action IV.2.B « Réhabiliter les sites à réaménager » du Plan Marshall 2. Vert, et reprenant le site dit de l'Ancienne briqueterie de Jurbise ;

Considérant que le projet de la Commune repose sur la création d'un parking destiné à accueillir les usagers de la SNCB, et ce une fois réalisée la réhabilitation du terrain visé par le présent projet ;

Vu la délibération du 12 juin 2012 du Conseil communal, désignant l'Intercommunale IDEA via la relation « in house », et ce pour la réalisation des missions suivantes :

- élaboration du dossier de reconnaissance de SAR ;
- auteur de projet ;
- surveillance de chantier ;
- coordination.

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régies communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011 et 22 décembre 2011 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Ville et l'IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Attendu que, une fois terminée la phase des travaux portant sur la réhabilitation du site de l'Ancienne Briqueterie de Jurbise, une seconde phase portant sur la réalisation du parking SNCB devra être entamée ;

Considérant que, dans cette optique, il est par conséquent proposer au Conseil communal de désigner l'IDEA pour la réalisation des prestations suivantes :

- auteur de projet pour la construction d'un parking sur le site SAR de l'Ancienne Briqueterie de Jurbise (dossier de permis d'urbanisme, élaboration du CSCh, des plans, métrés, ...) ;
- analyse des offres
- suivi du chantier jusqu'à réception

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - De désigner l'IDEA via la relation « in house » pour les prestations suivantes :

- auteur de projet pour la construction d'un parking sur le site SAR de l'Ancienne Briqueterie de Jurbise (dossier de permis d'urbanisme, élaboration du CSCh, des plans, métrés, ...) ;
- analyse des offres
- suivi du chantier jusqu'à réception

aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011 et 22 décembre 2011, ainsi que dans la décision du Conseil d'Administration du 23 mai 2012.

Un tableau récapitulatif des prestations est repris en annexe de la présente délibération, ainsi que la proposition de mission relative à la reconnaissance SAR.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'Intercommunale IDEA pour disposition ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour information.

18. **Juridique – MP 2013-23-SG-RP relatif à la désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise - mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-23-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/733-60 (n° de projet 20120075) ;

Considérant que les engagements suivants sont proposés :

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-23-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/733-60 (n° de projet 20120075).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. Juridique – MP 2013-24-SG-RP relatif à la désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking aux abords de la Salle J. Galant - mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Madame Senecaut demande si ce parking, une fois construit, ne pourrait pas être utilisé à d'autres fins (terrain sportif, par exemple). La Présidente lui répond que cette piste pourrait être envisagée en fonction de la manière dont le projet sera élaboré.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-24-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking aux abords de la Salle J. Galant" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/733-60 (n° de projet 20130077) ;

Considérant que les engagements suivants sont proposés :

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-24-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé pour la création d'un parking aux abords de la Salle J. Galant", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/733-60 (n° de projet 20130077).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. Juridique – MP 2013-22-SG-GU relatif à l'acquisition d'un petit véhicule utilitaire léger pour le Service Propreté – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhay demande quels sont précisément les véhicules mis à disposition du Service Propreté. La Présidente lui répond.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-22-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un petit véhicule utilitaire léger pour le Service Propreté" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 876/743-52 (n° de projet 20130041) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que les engagements suivants sont proposés :

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-22-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un petit véhicule utilitaire léger pour le Service Propreté", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier

général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 876/743-52 (n° de projet 20130041).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. Urbanisme – Renouvellement de la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et Mobilité - C.C.A.T.M. – désignation des nouveaux membres – désignation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et plus particulièrement les dispositions de l'article 7 ;

Vu la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire ;

Vu les Décrets des 18 juillet 2002, 1^{er} avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1^{er} juin 2006 modifiant les règles relatives aux Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1^{er}, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 ;

Vu la décision 22 janvier 2013 du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T.M. et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

Attendu l'appel public, lancé le 4 février 2013 et pour lequel, sous peine d'irrecevabilité, les candidatures devaient être adressées au Collège communal par envoi recommandé avant le 4 mars 2013 ;

Vu la liste chronologique du dépôt des candidatures, comprenant 15 candidatures recevables et 4 non recevables car non envoyées par recommandé et/ou hors délais ;

Attendu que selon la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 traitant de la mise en œuvre des Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, la Commission de Jurbise doit être composée outre son président, de 12 membres dont le quart

communal soit 3 membres répartis selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de l'opposition au sein du Conseil communal (2 majorités et 1 opposition) et choisis respectivement par les Conseillers Communaux de l'une ou l'autre tendance ;

Attendu que la susdite circulaire ministérielle prévoit la possibilité d'adjoindre à chaque membre un ou plusieurs suppléants, ceux-ci devant représenter si possible le même centre d'intérêt que le titulaire à remplacer ;

Attendu que tout membre de la C.C.A.T.M., en ce compris le Président, ne peut exercer plus de deux mandats effectifs consécutifs ;

Attendu que les candidatures sont en surnombre par rapport au nombre de sièges à pourvoir et qu'il y a lieu de prendre attitude à ce sujet ;

Attendu que le choix des membres doit être fait en tenant compte des critères prescrits par les dispositions décrétales, à savoir, la représentation de la pyramide des âges, la problématique de la mobilité, une répartition géographique équilibrée et d'une représentativité tant des intérêts économiques, sociaux, culturels, touristiques et environnementaux ;

Procède au scrutin secret pour la désignation du Président de la C.C.A.T.M ;

20 conseillers prennent part au vote ;

20 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

- **Monsieur Daniel Dessilly obtient 4 voix**
- **Monsieur Pierre Dupont obtient 16 voix**

Il y a **0** bulletin nul.

Procède au scrutin secret pour la désignation des neuf membres effectifs de la C.C.A.T.M ;

20 conseillers prennent part au vote ;

20 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

- Monsieur Frédéric Devlieger obtient 20 voix
- Madame Geneviève Mairesse obtient 20 voix
- Monsieur Daniel Marlier obtient 20 voix
- Monsieur Yves Robette obtient 20 voix
- Madame Cécile Windal obtient 20 voix
- Mme Françoise Sevrin obtient 19 voix
- Monsieur Alain Roisin obtient 17 voix
- Monsieur Daniel Liénard obtient 16 voix
- Monsieur Roland Mahieu obtient 16 voix

Il y a **0** bulletin nul.

Procède au scrutin secret pour la désignation des neuf membres effectifs de la C.C.A.T.M ;

20 conseillers prennent part au vote ;

20 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

- Monsieur Frédéric Devlieger obtient 20 voix
- Madame Geneviève Mairesse obtient 20 voix
- Monsieur Daniel Marlier obtient 20 voix
- Monsieur Yves Robette obtient 20 voix
- Madame Cécile Windal obtient 20 voix
- Mme Françoise Sevrin obtient 19 voix
- Monsieur Alain Roisin obtient 17 voix
- Monsieur Daniel Liénard obtient 16 voix
- Monsieur Roland Mahieu obtient 16 voix

Il y a **0** bulletin nul.

Attendu que le Conseil Communal est tenu de procéder à la désignation du « quart communal » ;

DECIDE, en conséquence :

Article 1^{er} : Monsieur Dupont est désigné en qualité de Président de la C.C.A.T.M. et que les membres effectifs sont Mesdames Mairesse, Windal et Sevrin et Messieurs Devlieger, Marlier, Robette, Roisin, Liénard et Mahieu et que les membres suppléants des 5 premiers membres effectifs (chronologiquement) désignés sont :

- *Mr Paul Spagna, suppléant de Mr Frédéric Devlieger*
- *Mr Jean-Michel Bruyelle, suppléant de Mr Daniel Liénard*
- *Mr Damien Le Grelle, suppléant de Mr Roland Mahieu*
- *Mr Daniel Dessilly, suppléant de Mme Geneviève Mairesse*
- *Mme Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert, suppléante de Mr Daniel Marlier*

Article 2 : Désigne les personnes suivantes pour le « quart communal » :

- *Monsieur Delhaye est désigné membre effectif pour le PS ;*
- *Monsieur Pascal Delporte est désigné suppléant pour le PS ;*
- *Messieurs Demoustiez et Egels sont désignés comme membres effectifs, ainsi que Messieurs Hallot et Dessilly comme suppléants respectifs pour le « LB ».*

Article 2 : D'adresser la présente délibération au Service Public de Wallonie- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

22. **Urbanisme – Renouvellement de la Commission Communale d’Aménagement du Territoire et Mobilité - C.C.A.T.M. - Adoption du règlement d’ordre intérieur et demande de subvention à introduire auprès de la Région Wallonne – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions du Code Wallon de l’Aménagement du Territoire, de l’Urbanisme, du Patrimoine et de l’Energie et plus particulièrement les dispositions de l’article 7 ;

Vu la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d’Aménagement du Territoire ;

Vu les Décrets des 18 juillet 2002, 1^{er} avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1^{er} juin 2006 modifiant les règles relatives aux Commissions Consultatives Communales d’Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret du 15 février 2007 modifiant l’intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1^{er}, 7 et 12 du Code Wallon de l’Aménagement du Territoire, de l’Urbanisme, du Patrimoine et de l’Energie ;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 ;

Vu la décision 22 janvier 2013 du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T.M. et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l’article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

Attendu l’appel public, lancé le 4 février 2013 et pour lequel, sous peine d’irrecevabilité, les candidatures devaient être adressées au Collège communal par envoi recommandé avant le 4 mars 2013 ;

Vu la liste chronologique du dépôt des candidatures, comprenant 15 candidatures recevables ;

Considérant qu’il y a lieu de revoir les termes du règlement d’ordre intérieur afin de la mettre en conformité, sur base du règlement type proposé par le Service public de Wallonie ;

Considérant que la commune peut bénéficier d’une subvention annuelle, conformément à l’article 255/1 et 255/2 du Code ;

Vu sa décision en séance publique de ce jour ;

DECIDE, à l’unanimité :

Article 1^{er} : la Commission Consultative Communale d’Aménagement du Territoire et de la Mobilité sera organisée de la manière suivante:

1. Pour la majorité :

- Messieurs Demoustiez et Egels sont désignés comme membres effectifs, ainsi que Messieurs Hallot et Dessilly comme suppléants respectifs pour le « LB » .

2. Pour l'opposition

- Monsieur Delhay est désigné membre effectif pour le PS ;
- Monsieur Pascal Delporte est désigné suppléant pour le PS ;

3. La Présidence est attribuée à Monsieur Dupont.

4. Les membres effectifs et leurs suppléants :

Membres effectifs

Mr Frédéric Devlieger
Mme Geneviève Mairesse
Mr Daniel Marlier
Mr Daniel Liénard
Mr Roland Mahieu

Mme Françoise Sevrin
Mr Alain Roisin
Mr Yves Robette
Mme Cécile Windal

Membres suppléants

Mr Paul Spagna
Mr Daniel Dessilly
Mme Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert
Mr Jean-Michel Bruyelle
Mr Damien Le Grelle

Article 2 : d'adopter et de proposer au Gouvernement Wallon le règlement d'ordre intérieur de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité ci-après :

Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (C.C.A.T.M.)

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 1^{er} – Référence légale

L'appel aux candidatures et la composition de la commission, se conforment aux dispositions de l'article 7 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Art.2 – Composition

Le Conseil communal choisit le Président et les trois quarts des membres, c'est-à-dire hors le quart communal, parmi les personnes ayant fait acte de candidature, suivant les critères visés à l'article 7§2, alinéa 5 du Code.

En cas d'absence du Président, c'est un vice-président, choisi par la commission parmi ses membres effectifs lors d'un vote à bulletin secret, qui préside la séance.

L'échevin de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et le conseiller en aménagement du territoire et urbanisme visé à l'article 12 § 1^{er}, 6° du Code ne sont pas membres de la Commission ; ils y siègent avec voix consultative.

Art.3 – Secrétariat

Le collège communal désigne, parmi les services de l'administration communale, le service qui assure le secrétariat de la commission.

Le secrétaire de la commission est désigné par le collège communal parmi les membres des services de l'administration communale. Le secrétaire n'est ni le Président, ni membre effectif, ni suppléant de la commission. Il n'a ni droit de vote, ni voix consultative.

Toutefois, lorsque le collège communal désigne comme secrétaire de la commission le conseiller visé à l'article 12, §1^{er}, 6° du Code, le secrétaire siège à la commission avec voix consultative, conformément à l'article 7, §3, alinéa 11 du Code.

Art.4 – Domiciliation

Sauf dérogation motivée accordée par le conseil communal au moment de la désignation, le Président, les membres effectifs et les suppléants sont domiciliés dans la commune.

Art.5 – Vacance d'un mandat

La proposition de mettre fin prématurément à un mandat se fonde sur un des motifs suivants : décès ou démission d'un membre, situation incompatible avec le mandat occupé, absence de manière consécutive et non justifiée à plus de la moitié des réunions annuelles imposées par le présente règlement, inconduite notoire ou manquement grave aux devoirs de sa charge.

Toute proposition motivée du conseil communal visant à mettre fin prématurément à un mandat et à procéder à son remplacement est soumise à l'approbation du Gouvernement, conformément à l'article 7 du Code.

Art.6 - Compétences

Outre les missions définies dans le Code et dans la législation relative aux études d'incidences, la commission rend des avis au conseil communal et au collège communal sur toutes les questions qui lui sont soumises.

La commission peut aussi d'initiative, rendre des avis au conseil communal ou au collège communal sur l'évolution des idées et des principes en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de patrimoine et de mobilité, ainsi que sur les enjeux et les objectifs du développement territorial local.

Art.7 – Confidentialité-Code de bonne conduite

Le Président et tout membre de la commission sont tenus à la confidentialité des données personnelles des dossiers dont ils ont la connaissance ainsi que des débats et des votes de la commission.

Après décision du conseil communal ou du collège communal sur les dossiers soumis à l'avis de la commission, les autorités locales assurent la publicité des débats et avis de la commission.

En cas d'inconduite notoire d'un membre ou de manquement grave à un devoir de sa charge, le Président de la commission en informe le conseil communal qui peut proposer au Gouvernement d'en acter la suspension ou la révocation.

Art. 8 – Sous-commissions

La commission peut constituer des groupes de travail chargés notamment d'étudier des problèmes particuliers, de lui faire rapport et de préparer ses avis. L'avis définitif est toutefois rendu par la commission.

Art.9 – Invités-Experts

La commission peut, d'initiative, appeler en consultation des experts ou personnes particulièrement informés.

Ceux-ci n'assistent qu'au point à l'ordre du jour pour lequel ils ont été invités. Ils n'ont pas droit de vote. Les frais éventuels occasionnés par l'expertise font l'objet d'une délibération préalable de la commune.

Le Ministre désigne un représentant dont le rôle est d'éclairer les travaux de la commission. Ce fonctionnaire siège à la commission avec voix consultative.

Art.10- Validité des votes et quorum de vote

La commission ne délibère valablement qu'en présence de la majorité des membres ayant droit de vote.

Ont droit de vote, le Président, les membres effectifs et le suppléant le mieux classé de chaque membre effectif absent.

Les autres membres assistent aux réunions avec voix consultative.

Le vote est acquis à la majorité simple ; en cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

Le vote peut être secret ou à main levée, à l'appréciation de la C.C.A.T.M.

Lorsqu'il est directement concerné par un dossier examiné par la C.C.A.T.M., le Président, le membre ou le suppléant doit quitter la séance et s'abstenir de participer aux délibérations et aux votes.

Art. 11 – Fréquence des réunions-ordre du jour et convocation.

La commission se réunit au moins le nombre de fois imposé par le Code (6x), sur convocation du Président.

Les convocations comportent l'ordre du jour, fixé par le Président.

Le Président est tenu de réunir la commission afin que celle-ci puisse remettre ses avis dans les délais prescrits.

Les convocations sont envoyées par lettre individuelle adressée aux membres de la commission et à leurs suppléants huit jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion.

Une copie de cette convocation est également envoyée à :

- L'échevin ayant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions ;*
- Le cas échéant, au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme visé à l'article 12 du Code ;*
- Le cas échéant, au fonctionnaire désigné par le Gouvernement pour siéger à la C.C.A.T.M. ;*
- Au fonctionnaire délégué de la direction extérieure de la D.G.A.T.L.P.*

Art.12 – Procès-verbaux des réunions

Les avis émis par la commission sont motivés et font état, le cas échéant, du résultat des votes. Ils sont inscrits dans un procès-verbal signé par le Président et le secrétaire de la commission.

Le procès-verbal est envoyé aux membres de la commission, qui ont la possibilité de réagir par écrit dans les huit jours à dater de l'envoi des documents. Il est soumis à approbation lors de la réunion suivante.

Art. 13 – Retour d'information

La commission est toujours informée des avis ou des décisions prises par les autorités locales sur les dossiers qu'elle a eu à connaître.

Art.14 – Rapport d'activités

La commission dresse un rapport de ses activités qu'elle transmet au conseil communal pour le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice écoulé. Celui-ci, réalisé sur la base des documents fournis par la D.G.A.T.L.P. (Direction de l'Aménagement Local) ou via son site internet, est transmis pour le 30 mars à la D.G.A.T.L.P.

Ce rapport d'activités est consultable à l'administration communale.

Art. 15 – Budget de la commission

Le Conseil communal porte au budget communal un article en prévision des dépenses de la commission de manière à assurer l'ensemble de ses missions. Le collège communal veille à l'ordonnancement des dépenses au fur et à mesure des besoins de celle-ci.

Art. 16 – Rémunération des membres

Le gouvernement peut arrêter le montant du jeton de présence auquel ont droit le Président et les membres de la commission communale.

Par membre, on entend l'effectif ou le suppléant de l'effectif absent, qui exerce ses prérogatives.

Art. 17 - Subvention

L'article 255/1 du Code prévoit l'octroi d'une subvention de 2.500 euros ² à la commune dont la C.C.A.T.M. justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande de subvention, de l'exercice régulier de ses compétences et du nombre minimum de réunions annuelles visé à l'article 7 du Code.

Par exercice régulier de ses compétences, on entend, outre l'obligation de se réunir au moins le nombre de fois imposé par le Code, la présence de la moitié des membres plus un.

C'est sur base du rapport d'activités et du tableau des présences que la subvention visée à l'article 255/1 du Code, sera, le cas échéant, allouée.

Art. 18 - Local

Le Collège communal met un local équipé à la disposition de la commission.

Art. 19 – Modification du R.O.I.

Toute proposition de modification du présent règlement fait l'objet d'une délibération du conseil communal et est soumise à l'approbation du Gouvernement dans le respect de l'article 7 du Code.

La commission est habilitée à faire des suggestions dans ce domaine.

Article 3 : de solliciter la subvention auprès des autorités régionales compétentes.

Article 4 : D'adresser la présente délibération au Service Public de Wallonie- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

23. Travaux – Entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2013. Lot 1 : rue de la Jonction - mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 9 avril 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 1 Rue de la Jonction" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC-1160-2013-11 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 79.500,44 € hors TVA ou 96.195,53 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008) ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° AC-1160-2013-11 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2013. Lot 1 Rue de la Jonction", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 79.500,44 € hors TVA ou 96.195,53 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 421/735-60 (n° de projet 20130008).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. Travaux – Réalisation de clôtures aux abords de la crèche d'Erbisoeul - mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 67.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120 ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013-RP-06 relatif au marché "Etablissement d'une clôture aux abords de la crèche d'Erbisoeul" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.396,94 € hors TVA ou 11.370,30 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/722-60 (n° de projet 20090037) ;

DECIDE, à l'unanimité ;

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2013-RP-06 et le montant estimé du marché "Etablissement de clôtures aux abords de la crèche d'Erbisoeul", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 9.396,94 € hors TVA ou 11.370,30 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/722-60 (n° de projet 20090037).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. Question(s) orale(s).

Madame Senecaut fait part du fait qu'elle a été interpellée par certains habitants du Clos du Moustier au sujet du projet de construction de 5 habitations dans le Clos – interpellations reposant notamment sur le nombre jugé excessif de logements prévus sur la parcelle de terrain concernée. La Présidente lui répond avoir rencontré les riverains – rencontre qui a fait suite à une double rencontre avec le Service Urbanisme – et leur avoir apporté les apaisements souhaités. L'enquête publique est à ce jour terminée mais ses résultats n'ayant pas encore été soumis à la connaissance du Collège communal, la Présidente ne peut en dire davantage à ce stade de la procédure ; toutefois, elle informe les membres du Conseil communal qu'une piste qui pourrait être proposée, consisterait à réduire le nombre d'habitations à 4 au lieu des 5 prévues pour l'instant. Le projet

serait toujours réalisé en deux phases, et deux habitations seraient construites lors de chaque phase.

Monsieur Delhayé demande si ces logements sont ceux qui pourraient être pris en considération dans le cadre du programme des logements-passerelles. La Présidente lui répond qu'il s'agit effectivement d'une des pistes étudiées par la Commune.

Madame Senecaut interroge également la Présidente sur les suites de la procédure judiciaire en cours concernant le permis d'environnement de la Salle culturelle Jacques Galant. Selon les informations dont elle dispose, le recours communal en annulation aurait été rejeté par le Conseil d'Etat et Madame Senecaut s'interroge sur les frais qui en découleront pour la Commune (frais d'avocat, frais de procédure,...). Madame Senecaut se demande également s'il ne serait pas opportun de revoir la position communale dans ce dossier et de trouver un terrain d'entente avec les riverains mécontents.

La Présidente lui répond que cette procédure n'étant pas encore complètement terminée, elle n'en parlera pas en séance plénière, mais insiste sur le fait que la Commune a reçu le soutien d'une cinquantaine de riverains dans le cadre de la procédure qui l'oppose à certains riverains du Clos du Moustier. En ce qui concerne l'état des frais encourus dans la procédure de recours contre le permis d'environnement de la salle culturelle, il est proposé à Madame Senecaut de lui apporter les éléments de réponse à l'occasion d'une prochaine séance du Conseil communal.

Madame Senecaut réitère également ses questions posées au cours de la séance du 26 mars dernier, concernant la manière dont sont visualisées les images filmées par le système de vidéosurveillance communal (notamment à l'Ecole de Masnuy-Saint-Jean) et concernant les montants exacts des avenants conclus dans le cadre du marché de sécurisation des bâtiments communaux et du CPAS. La Présidente et Monsieur l'Echevin des Travaux lui apporte les éléments d'information souhaités. A l'issue de ces explications, Madame Senecaut demande qu'il soit vérifié que les coordonnées d'une personne de contact de la Commune sont bien indiquées sur les panneaux d'avertissement placés sur chaque site doté de caméras.

Madame Robette-Delputte demande s'il serait envisageable de contacter par sms les membres de la CCATM le jour prévu pour une réunion. La Présidente rappelle que tous les membres de la Commission – qui se sont portés expressément volontaires pour être membres – reçoivent une convocation plusieurs jours avant la séance, et que l'envoi de sms ne semble ni nécessaire ni opportun.

Aucune autre question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos

Par le Conseil Communal,

Le Secrétaire Communal f.f,
Stéphane GILLARD

La Présidente,
Jacqueline GALANT